

N° 5267¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction
d'une liaison routière avec la Sarre**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(16.3.2004)

Le projet de loi susmentionné a été transmis pour avis au Conseil d'Etat par une dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 2 février 2004.

Le projet, élaboré par la ministre des Travaux publics, était accompagné d'un exposé des motifs et du détail de la situation des engagements actuels relatif au projet de construction de cette liaison routière.

L'autorisation légale demandée est exigée en conformité avec l'article 99 de la Constitution.

Comme par ailleurs les dispositions du présent projet de loi sont susceptibles de grever le budget, le Conseil d'Etat se doit de renvoyer à l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, qui dispose que de tels projets de loi sont obligatoirement accompagnés d'une fiche financière, avisée par le ministre du Budget.

*

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à adapter l'enveloppe financière arrêtée par la loi du 16 novembre 2001 relative à la construction d'une liaison routière avec la Sarre qui avait retenu le montant de 242.935.000.- euros pour les travaux de construction projetés. Il s'agit d'adapter ladite dépense à l'évolution réelle et actuelle du chantier. Cette adaptation ou majoration, il est vrai, est substantielle pour s'élever d'après le projet de loi sous avis à la somme de 49.065.000.- euros.

Les auteurs du projet de loi de citer onze raisons qu'ils explicitent de façon détaillée, ayant nécessité une telle adaptation financière. Le Conseil d'Etat, s'il peut admettre le caractère imprévu de certaines prestations, ne peut l'admettre pour d'autres (la signalisation, le marquage et les glissières de sécurité, certains équipements électromécaniques du tunnel Markusberg, mise en peinture des tunnels Markusberg, Mondorf et Frisange, renforcement de la ventilation de Mondorf notamment) pour être peu compatibles avec une préparation et une planification sérieuses du chantier concerné. Il estime que de tels anomalies ou oublis inqualifiables sont intenable et surtout non conformes à une gestion responsable des deniers publics. Aussi la transparence des finances publiques et partant l'intérêt du contribuable exigent-ils que les départements et autres administrations compétentes et responsables agissent avec tout le sérieux nécessaire pour éviter de tels écarts en recourant à tous les moyens à leur disposition.

*

Le Conseil d'Etat espère que les dépenses actuellement arrêtées sont maintenant correctement évaluées par les auteurs du projet, car il est évident qu'un nouveau dépassement, voire toute modification des montants nouvellement prévus, devront à nouveau faire l'objet d'une autorisation par le législateur.

Compte tenu de l'état du chantier de l'autoroute vers la Sarre et des observations ci-avant, le Conseil d'Etat, tout en renvoyant à ses avis des 13 mars et 11 décembre 2001 (cf. *doc. parl. No 4717¹, sess. ord. 2000-2001; No 4876¹, sess. ord. 2001-2002*), marque son accord avec le projet de loi sous examen dont le texte donne lieu aux observations suivantes:

En ce qui concerne l'intitulé, il devrait se lire comme suit:

„Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre“.

Article 1er

L'article est à introduire par l'abréviation usuelle **„Art. 1er.“**. De même, les articles 2 à 4 devront être introduits par cette abréviation en caractères gras et non soulignés.

Article 2

Afin de retenir un prix rattaché à une valeur indiciaire aussi récente que possible, le Conseil d'Etat recommande de remplacer le montant des dépenses prévu dans le texte gouvernemental par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l'indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi. Il peut d'ores et déjà marquer son accord avec la modification du texte à intervenir à cet égard.

Par ailleurs, en se référant à l'article 2 de la loi du 12 août 2003 relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'un bâtiment pour le Centre de Recherche Public Henri-Tudor et le Centre de Technologie de l'Education à Luxembourg-Kirchberg (cf. *doc. parl. No 5102*), le Conseil d'Etat recommande de libeller la première phrase de cet article comme suit:

„Les dépenses engagées au titre de l'adaptation budgétaire visée à l'article 1er ne peuvent pas dépasser la somme de ... euros.“

De même, il échet d'écrire à la deuxième phrase *„... indice semestriel des prix de la construction ...“*.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 16 mars 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES